

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Dans quelques mois un seul Parti Marxiste-Léniniste

DANS quelques mois, les 4e congrès de nos deux Partis, le PCRml et le PCML, décideront de la fusion des deux partis : un seul parti communiste rassemblera la plus grande partie des forces se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong dans notre pays. Nos deux Partis ont fixé les modalités de cette fusion dans un protocole d'accord publié en page 5.

D'aucuns pourront s'interroger et nous interroger sur l'histoire du mouvement marxiste-léniniste dans notre pays, sur l'histoire de nos relations passées, sur les lenteurs et les difficultés qui ont parsemé le chemin de l'unité conquise aujourd'hui. Pourquoi pas ? Nos deux Partis se sont déjà penchés et se pencheront encore ensemble sur ce passé.

Aujourd'hui, nous voudrions parler du présent et tourner résolument nos efforts communs vers l'avenir.

Le présent, c'est la convergence étroite de nos vues politiques, c'est l'approfondissement de l'unité idéologique et politique des deux Partis que manifestent chaque jour nos deux presses, que prouve aussi la fusion déjà accomplie des sections internationales du *Quotidien du peuple* et de *l'Humanité rouge*. A dire vrai, l'existence de DEUX Partis n'a plus de sens tant nos points de vue sont proches. Nos lecteurs, nos amis, nos camarades le savent bien et l'éprouvent dans l'action commune : la fusion des deux Partis est une chose possible et tout à fait nécessaire et urgente.

Aussi, nous faut-il nous tourner vers l'avenir, vers ce Parti unique que les militants et les sympathisants des deux Partis ont entre leurs mains, qu'ils construisent déjà ensemble, dans les luttes quotidiennes, dans l'action politique commune à l'usine, dans les quartiers, sur les chantiers et dans les campagnes, et aussi dans l'approfondissement de la connaissance et de la discussion réciproques pour la préparation du congrès d'unification.

De notre point de vue, l'unification proche du PCML et du PCRml constitue un pas en avant, un encouragement et un espoir.

Elle est un pas en avant car elle prouve que le mouvement marxiste-léniniste sort de l'enfance, qu'il a su régler ses contradictions internes et qu'il apprend peu à peu à surmonter certains défauts gauchistes liés à son origine.

Enracinant leur action dans la classe ouvrière et dans le peuple de notre pays, nos deux Partis, leurs militants, savent combien l'unité est précieuse aux travailleurs, combien l'existence d'un seul parti authentiquement communiste est un atout important pour leurs luttes d'aujourd'hui et de demain.

Dans la France de 1979, où se manifestent la division et le désarroi dans les rangs ouvriers, notre unification constitue et doit constituer un encouragement. Comment prouver à nos camarades de combat notre capacité de réaliser avec eux l'unité à la base contre Giscard, Barre, si nous n'étions pas parvenus à nous unir dans notre commun désir d'édifier une force politique de plus en plus représentative et porteuse de propositions nouvelles, d'espoirs crédibles.

L'unification de nos Partis va à contre-courant de la division, de l'amertume et du désarroi si néfastes pour la classe ouvrière et les masses populaires.

Nous souhaitons qu'elle constitue un espoir, car les tâches du futur Parti seront colossales, à l'heure où le patronat et son gouvernement redoublent leurs attaques contre les travailleurs, à l'heure où les bruits de chars et des obus soviétiques résonnent dans le Sud-Est asiatique et en Afrique. Avec l'unification des deux Partis, nous avons plus de forces, plus d'expériences à mettre dans la bataille au service de la classe ouvrière et du peuple ; ce sera, bien plus qu'une addition, un véritable enrichissement des forces marxistes-léninistes. Voilà qui est important et constitue d'ores et déjà un espoir, si nous travaillons bien à associer à notre unification tous ceux qui, dans les rangs ouvriers et populaires, aspirent au même idéal révolutionnaire d'émancipation de la classe ouvrière qui anime nos deux Partis.

Le 24 octobre 1979

Max Cluzot, secrétaire général du PCRml
Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML

QUATRE MOIS APRES GARGES-LES-GONESSE

500 immigrés jetés à la rue à Nanterre

- Les résidents ont
passé la nuit sous
quelques tentes
installées
devant le foyer

- La police a fait
démonter
ce campement
ce mercredi matin

voir page 3



Brochette de galonnés à l'entrée du foyer.

**CONTRE LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU-
MEETING LE 26 OCTOBRE A 20H
A LA MUTUALITE
ORGANISE PAR LE PCML ET LE PCRML**



Mardi soir, 23 octobre, aux abords

de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, gardée par les forces de l'ordre, une manifestation d'environ un millier de personnes répondait à l'appel lancé par une cinquantaine de personnalités et par des organisations de gauche et d'extrême-gauche. Des banderoles réclamaient la liberté pour les six accusés du procès de Prague et affirmaient la solidarité avec la classe ouvrière tchécoslovaque. Des militants du PCF ont déclaré qu'ils prenaient acte de la déclaration du bureau politique du PCF et ont demandé que ce dernier engage un mouvement de solidarité active. *L'Humanité* de ce mercredi 24 octobre, sous le titre « Verdict inique à Prague », proclame « l'indignation des communistes français » et demande « la libération de Vaclav Havel et de ses compagnons ». (Sur la position du PCF, voir l'article en page 3)

Le verdict est tombé à Prague

LE verdict est tombé à Prague : 4 ans et demi, 5 ans, 4 ans, 3 ans de prison pour les principaux accusés. D'abord public, le procès a été déclaré relevant du secret d'Etat dont la divulgation était interdite sous peine de poursuites. Cette déclaration a été motivée par la vague de protestations qui s'est élevée un peu partout à l'étranger.

Condamnés pour leur appartenance à une organisation qualifiée d'« illégale », les accusés ont reconnu leur adhésion au VONS (Comité pour la défense des personnes injustement con-

damnés) mais ils refusent d'y voir une activité illégale.

La veille du procès, un porte-parole de la Charte 77 Zdena Tominova, s'était déclaré « particulièrement heureux du soutien des syndicats ouvriers, des partis de gauche et des groupes démocratiques » à l'étranger. Elle ajoutait : « Nous voulons le socialisme par et pour le peuple et non le socialisme pour une classe au pouvoir ». Une prise de position que les dirigeants tchécoslovaques auront du mal à taxer d'« anticommuniste ».

Voir article page 3

Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

DEMISSION DE MOSHE DAYAN

Marge de manoeuvre étroite de l'état sioniste ... et nouvelles manoeuvres en perspective

Le nom de Moshe Dayan n'a jamais cessé de s'identifier à l'histoire de la colonisation sioniste et de la politique expansionniste de l'Etat d'Israël. De la participation aux coups de mains de la Haganah - l'organisation terroriste sioniste - à l'élaboration et la direction de la politique militaire d'Israël, Moshe Dayan a toujours incarné l'oppression et l'agression contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes. Sa démission, dimanche, du poste de

A l'origine de la démission de Dayan apparaissent certaines divergences d'appréciation avec le reste du gouvernement Begin, sur la manière de conduire la politique concernant les territoires palestiniens occupés de Gaza et Cisjordanie. C'est ainsi que dans une lettre du 2 octobre, adressée à Begin, et qui vient d'être rendue publique, Dayan émettait des réserves concernant la conduite des négociations avec l'Egypte sur «l'autonomie» des territoires palestiniens, négociations qui étaient placées, côté israélien, depuis mai, non sous sa direction mais sous celle de Yossef Burg, ministre de l'Intérieur, et président du Parti national religieux, défenseur de choc des implantations de colonies nouvelles dans les territoires palestiniens occupés en 1967. Est-ce à dire que Dayan remettait en cause la colonisation qui est l'essence même de l'Etat sioniste et envisageait une reconnaissance effective de l'OLP, voire la création d'un futur Etat palestinien indépendant ? Rien ne l'indique. Ce qui apparaît probable, en revanche, c'est qu'à son poste de ministre des Affaires Etrangères, Moshe Dayan ait été sensible à l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale, ces derniers temps, et qu'il ait voulu apparaître comme l'homme d'une éventuelle «solution de rechange» face à Begin.

I FACE AUX SUCCES DE L'OLP

La marge de manoeuvre des dirigeants israéliens est, en effet, devenue fort étroite au fil des derniers mois, tandis que les succès remportés sur la scène internationale, par l'OLP, se multipliaient. Ces succès ont d'autant plus de signification qu'ils peuvent s'appuyer sur la détermination manifestée par le peuple palestinien lui-même, qui, où qu'il se trouve, n'a cessé de dénoncer les accords séparés Egypte-Israël et de proclamer son attachement à l'OLP comme unique représentant. Cette position a, de plus, rencontré l'appui de l'ensemble des pays arabes, sauf l'Egypte, depuis le sommet de Bagdad. On sait que cette quasi-unanimité arabe a poussé les pays d'Europe occidentale, très soucieux de leurs relations avec le monde arabe - notamment pour préserver leurs approvision-

nements énergétiques - à prendre des positions plus favorables à l'OLP. En témoignent par exemple le récent accueil officiel réservé à Arafat par Madrid, ou les récentes déclarations des Neuf, cependant qu'était ouvertement critiquée «l'intransigeance» de Begin, par certains dirigeants ouest-européens, dont le chancelier allemand Schmidt.

DIFFICULTES DE L'IMPERIALISME US

Le fait que l'ensemble des pays arabes aient refusé d'entrer dans le sillage de Sadate, qui a finalement été mis par eux au banc des accusés, a constitué un échec notable pour la tentative américaine de faire de la signature du traité Egypte-Israël de mars dernier, un point de départ. Cet état de fait a d'ailleurs suscité des contradictions au sein même de l'administration américaine, où tout un courant s'est dessiné pour considérer qu'il fallait tenter d'intégrer les Palestiniens, y compris l'OLP, dans les négociations. Andrew Young, qui en était le plus clair représentant, a dû démissionner en août mais, il n'était pas seul. Ce courant reflète pour une part les préoccupations de l'impérialisme américain de ne pas se couper des pays arabes - autres que l'Egypte - alors que ceux-ci appuient la Résistance palestinienne, une résistance que l'Etat sioniste n'a réussi jusqu'ici à briser ni par sa répression en Palestine occupée ni par ses agressions répétées contre le potentiel du Liban.

Dans ce contexte, la «franchise» de Begin, qui n'a cessé de développer à outrance la politique de colonisation en Cisjordanie et à Gaza, et éclairé ainsi d'un jour cru les conceptions de l'Etat sioniste sur l'autonomie palestinienne, peuvent gêner l'impérialisme américain lui-même, ainsi que Sadate qui, même s'il a été très loin dans les concessions sur le dos du peuple palestinien, ne peut faire abstraction des positions des autres pays arabes et des pressions que ceux-ci exercent sur lui. Le caractère «casant» des positions du gouvernement Begin peut gêner, dans ces conditions, y compris la poursuite des négociations Egypte-Israël, sur l'autonomie palestinienne. A la veille de la démission de

ministre des affaires étrangères qu'il occupait depuis juin 77, dans le gouvernement Begin, témoigne sans doute des difficultés auxquelles est aujourd'hui confronté l'Etat sioniste. Ces difficultés suscitent des contradictions nouvelles au sein de ses sphères dirigeantes, mais il ne faut pas pour autant sous-estimer l'élaboration en cours de nouvelles manoeuvres contre le peuple palestinien.

Moshe Dayan, le ministre égyptien des Affaires Etrangères, Boutros Ghali, ne soulignait-il pas les «difficultés» de ces négociations en évoquant «des divergences graves et profondes». Or, la consolidation des accords Egypte-Israël est une préoccupation constante de l'impérialisme américain, qui y voit un point d'appui indispensable à sa présence dans la région, d'autant plus depuis la perte de ses positions en Iran.

C'est une donnée à laquelle sont confrontés les milieux dirigeants sionistes qui savent qu'ils dépendent étroitement de l'aide américaine, sur le plan militaire mais aussi sur le plan économique. Ce dernier plan pèse d'ailleurs d'autant plus que les difficultés économiques d'Israël s'accroissent, que l'inflation y croît rapidement, en rapport avec le déficit croissant du budget, lui-même en partie lié à la chute du dollar, d'où des réclamations de plus en plus pressantes en faveur de la démission du ministre des Finances Simha Ehrlich.

«PRAGMATISME»

Moshe Dayan a démissionné au lendemain d'une manifestation israélienne de dizaines de milliers de personnes protestant contre la politique d'implantations de colonies, menée par Begin. Il se présente aujourd'hui comme l'homme d'une politique qui serait plus favorable que celle de Begin au développement des accords avec le Caire et qui tiendrait mieux compte, de fait, des intérêts de l'impérialisme

US. Mais en quoi consistent les «réserves» de Dayan vis-à-vis de Begin ? On a encore du mal à les discerner clairement, alors que rien n'indique que Dayan ait envisagé jusqu'ici une quelconque reconnaissance de l'OLP, même s'il a rencontré en août, en Cisjordanie et à Gaza, des personnalités palestiniennes qui s'en déclarent proches. Et en envisageant ces derniers temps la remise éventuelle des «pouvoirs» - à Gaza et en Cisjordanie - à une «administration civile», et en prenant ses distances à l'égard d'une implantation récente de colonies, Eilon Moreh, près de Naplouse, il ne promettait pas pour autant le retrait des garnisons israéliennes. A plus forte raison, il n'a jamais entendu prendre en compte le problème du retour des Palestiniens chassés de leurs terres dès 1948.

Mais dans le cadre de ces limites, évidemment fondamentales, les positions de Dayan en faveur d'une certaine «souplesse» à Gaza et surtout en Cisjordanie peuvent avoir pour objectif d'infléchir, sans concession majeure d'Israël, la position d'Husseïn de Jordanie, que le gouvernement de Washington n'est pas parvenu jusqu'ici à intégrer, comme il le souhaitait, dans les négociations Egypte-Israël. De ce fait, Dayan pourrait apparaître comme un «recours», mieux adapté (on parle de son «pragmatisme») aux circonstances actuelles, mieux à même de servir de nouvelles manoeuvres de l'impérialisme US et d'Israël.

Jean-Paul GAY

COREE DU SUD

De nouvelles manifestations sont attendues dans la capitale

De nouvelles manifestations sont attendues dans la capitale malgré la loi martiale décrétée dans plusieurs villes du pays, les manifestations antigouvernementales se sont poursuivies ces derniers jours, en particulier à Pusan, la seconde ville du pays. Ces manifestations organisées au départ par les étudiants mais auxquelles se sont joints massivement les travailleurs les plus pauvres, ont pris le relais de l'opposition parlementaire dont les membres ont démissionné collectivement de l'assemblée à la suite de l'exclusion d'un de ses dirigeants. On s'attend à ce que de nouvelles manifestations éclatent dans la capitale.

Article commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

Visite du premier ministre chinois Houa Guofeng en RFA

LORS du dîner offert lundi 22 octobre au soir par le chancelier allemand Helmut Schmidt en l'honneur du premier ministre chinois Hua Guofeng, celui-ci a notamment déclaré : « Il est anormal que l'Allemagne ait été divisée artificiellement en deux parties. Le peuple chinois comprend totalement que le peuple allemand aspire à la réunification de son pays. Il soutient cette aspiration légitime du peuple allemand ».

A propos de la construction européenne, il a également déclaré : « Nous soutenons l'unité et la coopération entre les pays des différentes régions pour la paix, la stabilité et le développement régionaux. Nous constatons avec satisfaction que les pays d'Europe Occidentale ne cessent de progresser dans la voie de l'union pour accroître leur puissance et que la communauté européenne joue un rôle toujours plus important dans l'arène internationale ».

Dans sa réponse, le chancelier Schmidt a exprimé ses remerciements pour la sympathie du peuple chinois à l'égard de l'aspiration du peuple allemand à la réunification de son pays. Concernant la détente et l'équilibre des forces en Europe, il a déclaré : « Nous ferons de notre mieux pour la limitation des armements, cependant que nous sommes déterminés à prendre les mesures nécessaires pour réaliser une stabilité basée sur l'équilibre ».

Article commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Procès de criminels de guerre nazis

MARDI 23 octobre à Cologne, 200 personnes se sont rassemblées pour l'ouverture du procès de trois criminels de guerre nazis, responsables de la mort de dizaines de milliers de juifs et de résistants. Kurt Lischka et ses co-accusés avaient été précédemment condamnés à mort et aux travaux forcés à perpétuité, par le tribunal français. Ce procès constitue la première application de la convention franco-allemande de 1971, qui stipule que les criminels de guerre condamnés en France par contumace doivent faire l'objet d'un nouveau procès en RFA. Ce procès pourrait s'étaler sur plusieurs mois.

Article commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

USA

Le gouvernement américain durcit sa position par rapport à Cuba

QUELQUES jours après l'arrivée de 2 000 soldats américains à la base américaine de Guantanamo, dans l'île de Cuba, les plus importantes manoeuvres américaines dans les Caraïbes ne sont pas le seul signe de durcissement américain face au fidèle allié de l'URSS. En effet, Carter a mis comme condition à la reconnaissance de Cuba, le retrait des troupes cubaines de toutes les parties du monde où elles interviennent. Une commission gouvernementale vient de publier un rapport où figurent les estimations américaines de la présence cubaine dans le monde. Selon ces sources, 20 000 militaires cubains se trouveraient en Angola et 14 000 en Ethiopie. Plusieurs dizaines de conseillers militaires cubains seraient également présents au Mozambique, au Congo, en Guinée Bissau, au Sud-Yémen, en Lybie, en Irak, au Nicaragua et à la Grenade. 200 à 300 instructeurs cubains seraient présents au Vietnam et de 50 à 100 au Laos.

Article commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

URSS

Procès d'un membre du syndicat libre

NIKOLAI Nikitine, membre du SMOT (Association interprofessionnelle libre des travailleurs), deuxième syndicat libre en URSS, comparait depuis lundi 22 octobre devant un tribunal de Leningrad. Il est accusé de s'être livré à l'« agitation et à la propagande antisoviétique ». Arrêté début août, il a entrepris une grève de la faim. Les syndicats CFDT, des correcteurs, FO, la FEN, ainsi que plusieurs syndicats américains ont adressé des télégrammes de protestation au tribunal.

Article commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge

4 MOIS APRES GARGES-LES-GONESSE

500 immigrés jetés à la rue à Nanterre -

NANTERRE, 9 h, mardi 23 octobre. Une fois de plus, la Sonacotra et le gouvernement ont choisi de répondre par l'expulsion brutale aux revendications des résidents du foyer Sonacotra des Sorbiers, en grève parmi les premiers, depuis maintenant quatre ans.

A 9 heures, bien sûr, les résidents sont absents. Ils sont pour la plupart, au travail.

Dans l'après-midi, peu à peu, ils arrivent, venant grossir le groupe des expulsés, sous la pluie, face à l'entrée gardée par les CRS. Les deux tours de 512 chambres chacune se dressent dans le ciel gris.

L'une d'elle a été entièrement vidée. La Sonacotra en fait murer l'entrée. Derrière le mur déjà à demi terminé, on voit les sacs de plastique et valises entassés : image renouvelée de Garges-les-Gonesse il y a quatre mois. Mur de la honte !

Pour l'autre tour, les entrées sont filtrées et quoi qu'il soit dit à l'avocat parti se renseigner à ce sujet, la « carte jaune » qui sert de laissez-passer pour vingt-quatre heures n'est remise qu'aux non-grévistes...

Voilà la triste et sale besogne ordonnée par un gouvernement qui par ailleurs ne manque pas de se prétendre le champion de la défense des droits de l'homme !

Les militants et représentants du PCF sont là. Ils distribuent — déjà — un

tract : « C'est scandaleux », disent-ils ! Eux qui depuis quatre ans n'ont jamais rien fait pour soutenir la grève et ont toujours refusé de reconnaître l'organisation que s'étaient donnée les résidents en lutte ! Et ils n'hésitent pas à écrire que « les organisations (gauchistes et PS) ont joué les incendiaires et portent une lourde responsabilité dans les événements... »

Eux sont bien là pour achever d'éteindre la lutte !

Ce qu'ils ont à proposer, c'est la négociation. C'est quand les CRS sont dans le foyer et les résidents dehors qu'ils invitent ces derniers à « discuter des possibilités de conduire la lutte au succès » !

Honte aussi à ce parti dont la ligne à l'égard de la lutte des résidents aboutit à ce qu'aujourd'hui ses militants jouent les forces d'appoint pour achever le travail de la démolition !

La Sonacotra a fait diffuser un tract dans les cités avoisinantes dans le but

évident d'isoler les résidents. Ceux-ci ont passé la nuit devant leur foyer, sous quelques tentes installées à la hâte, dans les conditions que l'on imagine.

Ils ont repoussé les propositions du maire (PCF) de Nanterre assorties de vives attaques contre « les gauchistes et le PS », et ont d'ailleurs repoussé le maire lui-même.

Ce mercredi 24 octobre, ils doivent décider des dispositions qu'ils peuvent prendre, en connaissance des possibilités de soutien sur lesquelles ils peuvent compter : pour l'immédiat, des couvertures et matelas au cas où ils devraient rester devant le foyer.

Nous engageons nos camarades, nos lecteurs à se tenir prêts à répondre aux appels des résidents et à faire connaître dès maintenant la situation au foyer de Nanterre dans leurs entreprises, organisations syndicales, organisations de locataires, etc.



Les résidents expulsés se regroupent devant le foyer.

La direction du PCF rompt le silence sur la Tchecoslovaquie

LE procès des six défenseurs des personnes injustement accusées qui vient de se clore à Prague suscite de nombreuses réactions en France comme à l'étranger. Celle exprimée le 21 octobre par le bureau politique du PCF n'est pas la moindre.

Ce procès, déclare la direction du PCF « ne manquera pas d'être douloureusement ressenti par les communistes français ». Après avoir fait état des démarches au plus haut niveau pour empêcher l'ouverture de ce procès, le bureau politique considère pour finir « que l'acquiescement des inculpés est désormais la seule mesure conforme à la justice et aux intérêts du socialisme ».

Si cette intervention mérite d'être soulignée, c'est bien entendu parce qu'elle va dans le bon sens mais également parce qu'elle tranche avec une pratique de silence et d'extrême discrétion qui fut jusqu'à ce jour la règle.

Qu'on se souvienne seulement du sort qui fut réservé par les dirigeants du PCF aux démarches effectuées l'an passé par le fils de Jaroslav Sabata en faveur de son père (emprisonné depuis) et des membres de la Charte 77. Il n'y eut à l'époque rien d'autre qu'une fin de non recevoir. Plus tard, à l'occasion du 23e congrès, une délégation de militants du PCF revint de Prague porteuse

d'un message de la Charte 77, au congrès. Le message ne put franchir l'enceinte du Palais des sports de St-Ouen et ne put être porté à la connaissance des délégués.

Là encore, la direction avait bloqué.

Pendant toute cette période elle répondait aux nombreuses critiques en faisant valoir les requêtes qu'elle effectuait auprès de Husak et de ses semblables et en rappelant des déclarations de principe sur les libertés. Pourtant les critiques au sein même du PCF ne désarmèrent pas, tandis que dans le même temps, on voyait la direction de la confédération CGT condamner les pratiques de répression du peuple en vigueur en Tchecoslovaquie. Cette pression au sein du PCF n'est certainement pas étrangère à la prise de position publique du bureau politique à propos du procès de Prague.

Le fait qu'un grand nombre d'intellectuels du PCF se soient engagés récemment dans une protestation auprès de l'ambassade de Tchecoslovaquie a dû peser d'un poids particulier. D'autant qu'il ne s'agissait pas seulement des habituels « contestataires » mais aussi d'intellectuels « reconnus » par la direction elle-même.

On ne peut que souhaiter l'approfondissement d'une telle attitude de la part des dirigeants du PCF

ainsi que son élargissement à d'autres questions comme celle concernant la nature du régime Husak installé et maintenu par les chars soviétiques et plus généralement la politique étrangère de l'URSS. Il s'agirait d'une accentuation, positive sous ce rapport, de l'orientation « eurocommuniste » du PCF.

Il faut d'ailleurs prendre la mesure de l'inquiétude des Soviétiques à ce sujet : pas plus tard que la semaine dernière, Ponomarev, membre de la direction du PCUS menait une nouvelle et violente charge contre l'eurocommunisme qui serait un « déviationnisme par rapport à l'internationalisme prolétarien ». Et il ajoutait : « Les directions des partis communistes commencent à comprendre que l'eurocommunisme porte atteinte au mouvement communiste international et à ces propres partis ». Deux jours après, Gremetz, membre du secrétariat, responsable du PCF aux relations

internationales, lui opposait dans *L'Humanité*, un démenti poli mais ferme déclarant, entre autre, que « bien au contraire, nous sommes pour notre part profondément attachés à ce que représente l'eurocommunisme et nous considérons que celui-ci se porte bien et qu'il a l'avenir devant lui ».

La déclaration sur les procès en Tchecoslovaquie ne peut que conforter cette opinion.

Pierre MARCEAU

ALSTHOM-ST.OUEN

Appel à la solidarité

DEPUIS le 11 octobre, nous sommes en grève avec occupation pour les revendications suivantes :

— 300 F pour tous, le 13e mois, la 5e semaine, nos 35 heures, le paiement des frais de transport, le déblocage des qualifications et le paiement des heures de grève.

L'occupation est réalisée en commun avec Alsthom-Signaux et Alsthom-CGEE, situées dans la même enceinte (...)

Jusqu'à présent, la direction n'a pas osé faire intervenir les CRS, jugeant sans doute que dans l'état actuel des choses cela se retournerait contre elle. Pourquoi ?

— Parce que la grève est solide, fonctionne démocratiquement (avec un comité de grève où l'on retrouve côte à côte représentants des deux syndicats et travailleurs élus par les grévistes de leur secteur ;

— Parce que le mouvement bénéficie du soutien de la

population (on l'a vu jeudi dernier avec l'opération Saint-Ouen ville fermée).

— Parce que la grève commence à être connue dans tout le pays (à la télé, on ne parle plus seulement de Belfort mais aussi de Saint-Ouen).

Ceci dit, compte-tenu de l'intransigeance actuelle du patronat nous savons qu'il nous faudra sans doute tenir longtemps. De notre côté, nous y sommes prêts, mais nous comptons pour cela sur un développement important de la solidarité ouvrière.

Certes, la meilleure aide que l'on puisse nous apporter, c'est que le mouvement se développe, que d'autres usines à leur tour rentrent en lutte.

Ceci dit, c'est avec gratitude que nous accueillons toute aide ou soutien quel qu'il soit, qui nous serait donné :

— D'abord et avant tout, faire connaître notre lutte et celle des travailleurs de l'Alsthom (...)

— Ensuite du soutien financier.

Nous sommes gênés notamment par le fait que la direction a refusé de verser les acomptes.

Nous avons déjà commencé par nos propres moyens des collectes de solidarité sur les marchés et en d'autres lieux publics. Mais cela est bien insuffisant par rapport à nos besoins. Il faut que cela se développe.

C'est pourquoi nous lançons un appel à un soutien financier massif (...).

(Extraits de l'appel envoyé par l'intersyndicale CGT-CFDT et le comité de grève de l'Alsthom-Unelec aux syndicats et sections syndicales)

GALA DE SOUTIEN SAMEDI 27 OCTOBRE A 20 HEURES

à l'usine M^o Maine de Saint-Ouen
Portes ouvertes
dimanche 18 octobre après-midi

La CFDT et le Kampuchéa (Cambodge)

LE 10 octobre, la CFDT a fait paraître un communiqué rappelant la situation dramatique dans laquelle vit le peuple cambodgien.

Dans ce communiqué, la CFDT considère nécessaire et urgente une solution d'ordre politique, élaborée par le peuple cambodgien lui-même, sans intervention étrangère. Sans attendre cette solution, la CFDT appelle à une aide humanitaire.

Cette prise de position positive dans la mesure où elle appelle à une solution propre au Cambodge sans intervention étrangère, nous semble toutefois insuffisante dans la mesure où elle ne dénonce pas la présence sur le territoire cambodgien de troupes vietnamiennes d'agression soutenues sur

tous les plans par l'URSS. On peut s'étonner que dans son communiqué, la CFDT n'exige plus* le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge, condition indispensable à toute solution politique, propre au peuple cambodgien.

Le peuple cambodgien ne sortira de la misère d'aujourd'hui qu'à la seule condition de retrouver sa pleine indépendance. Rien ne saurait justifier aujourd'hui la violation du droit indéniable du Cambodge et de son peuple à l'indépendance.

Le mouvement syndical français, et particulièrement la CFDT, a toujours su défendre le droit des peuples à l'indépendance. A maintes occasions, la CFDT a défendu ce droit que ce soit au moment de la guerre d'Algérie, de l'agression améri-

caine dans le Sud-Est asiatique, ou lors de l'agression soviétique en Tchecoslovaquie. L'agression dont est victime aujourd'hui le Cambodge, agression qui risque fort de se terminer (comme pour les juifs lors de la dernière guerre) en un nouvel « Holocauste » pour le peuple cambodgien, doit être une nouvelle fois l'occasion pour la CFDT et le mouvement syndical français de se tenir fermement aux côtés des peuples.

* Dans un communiqué à propos du Sud-Est asiatique, daté du 20 février 1979, (la riposte limitée de la Chine face aux provocations vietnamiennes était alors en cours et allait bientôt s'achever), la CFDT exigeait le retrait de toutes les troupes des régions et des territoires occupés.

25 OCTOBRE 1979 : GREVE GENERALE DANS LES PTT

De bonnes raisons de lutter

C'EST ce jeudi 25 octobre qu'aura lieu la grève générale des travailleurs des PTT à l'appel des fédérations des PTT CGT et CFDT. 440 000 personnes sont concernées par ce mot d'ordre qui se traduira partout, outre la grève, par des rassemblements de travailleurs et des manifestations. Cette journée prend place dans le cadre de l'accord unitaire CGT-CFDT du 17 septembre qui avait déjà permis d'organiser une semaine d'action du 1er au 6 octobre.

Nous ne pouvons que réaffirmer une nouvelle fois notre appui à cet accord qui crée pour tous les travailleurs des conditions plus favorables pour mener la lutte et déboucher sur des succès réels.

Bien sûr, nous savons que l'application de l'accord est un combat, combat contre les divisions patronales et le sectarisme politique, combat qu'auront à cœur de prendre en main tous ceux qui luttent pour la cause de l'unité de la classe ouvrière. Et puis, quand on parle du combat des postiers, il ne faut pas oublier que l'entreprise française qui réalise le plus grand excédent d'exploitation avant même les grands comme ELF-ERAP ou Renault, c'est les PTT avec 5,6 milliards d'excédents dans l'exploitation.

DES « PRIVILÉGIÉS » ?

On ne le répètera jamais assez : les conditions de travail des postiers n'ont véritablement rien à voir avec la légende patronale du « petit travail tranquille ».

Voyons d'abord la ques-

tion des salaires puisque l'une des revendications principales est un salaire minimum de 3 000 F par mois avec une augmentation immédiate de 400 F (à valoir sur une prochaine refonte des catégories) complétée par une prime de sujétion mensuelle de 450 F pour tous.

Savez-vous que le salaire de départ n'est que de 2 139,62 F, rémunération complétée par un supplément familial (de 15 F pour le premier enfant, de 180, 87 F pour deux enfants, etc.) et une indemnité de résidence de 173,62 F. Ce qui donne un salaire de moins de 2 500 F par mois pour un postier père de deux enfants.

Si la femme ne travaille pas, le budget familial est pour le moins étreint ! Pour un préposé, le salaire de départ avec un enfant atteint approximativement la même somme de 2 500 F.

En fin de carrière, direz-vous, la somme est bien plus importante ? Eh bien non : le traitement maximum atteint alors varie entre 3 500 et 4 000 F. Quant aux auxiliaires, ces véritables parias des services publics, il perçoivent à l'embauche 2 370 francs. De quoi en effet mener une vie « privilégiée » ! Il y a ainsi 25 000 auxiliaires dans les PTT et tous gagnent moins de 2 500 F par mois.

Cette situation salariale déplorable se trouve aggravée par l'érosion continue du pouvoir d'achat provoquée par l'inflation. Ainsi, la fédération CGT des PTT a-t-elle pu calculer que pour un agent des PTT ce manque à gagner cette année par rapport à l'an dernier, sera en moyenne de 500 F.

Rappelons que si les traitements de la fonction publique en général ont progressé de 4,75% (compté tenu de la retenue de 1% de la Sécurité sociale) pour les huit premiers mois de l'année, les prix ont, durant la même période, augmenté de 8,8% selon l'indice officiel.

Aussi, la hausse des traitements de 2,25% de la fin septembre ne parvient-elle pas à rétablir l'équilibre.

POUR LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET POUR L'EMPLOI

Dans tous les services des PTT, la tendance est à l'aggravation des conditions de travail : suppression de postes et intensification des rythmes de travail. Désormais, il est presque habituel que le volant prévu de remplacement soit saturé, alors l'administration ne prend pas de gants : certains facteurs sont obligés de faire une double tournée, les postiers ne peuvent prendre normalement leurs jours de congé.

La surcharge de travail est à peu près devenue la règle avec l'implantation sauvage de nouveaux matériels, avec l'exploitation souvent intense des auxiliaires qui parfois ne bénéficient pas de certains droits, comme le droit de pause et celui du départ anticipé en fin de vacation, avec le recours aux heures supplémentaires, etc.

La politique du fait accompli suivi par l'administration est évidemment doublée par des mesures de retenue en main portant atteinte au droit de grève ou aux droits syndicaux.

L'action pour la réduction du temps de travail (35 heures en cinq jours, droit aux samedis, 30 heures maximum en nuit et demi-nuit) a donné lieu depuis plusieurs mois à la fameuse bataille des samedis de grève lancée dans les centres de tri par la CFDT et menée en commun avec la CGT à Lille, Orléans, Créteil. Cette revendication centrale comporte un autre aspect : celui de l'emploi.

Les fédérations CGT et CFDT exigent l'arrêt des licenciements et la création d'effectifs titulaires supplémentaires. Les besoins sont chiffrés à 50 000. Le budget 1980 ne prévoit que 4 700 embauches supplémentaires contre 14 000 en 1976.

Après le 25 octobre, les fédérations CGT et CFDT ont conclu un accord pour poursuivre la lutte par des grèves sectorielles (services financiers, bureaux-gares, techniciens, etc.) qui permettraient en particulier de relayer au plan national les luttes dans les centres de tri. La combativité des postiers qui s'est à nouveau affirmée ces derniers mois (près de 100 grèves locales ont éclaté chaque mois) et l'accord d'unité d'action CGT-CFDT constituent en effet un excellent gage pour aller vers des victoires.

Rémi DAINVILLE

ENTRETIEN AVEC DEUX MEDECINS

La santé, ça n'a pas de prix

MARDI 23 octobre, se déroulait dans toute la France, la grève des médecins lancée par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF).

Le syndicat de la médecine générale (SMG) regroupé dans le CSMF qui publie la revue « Pratiques ou les cahiers de la médecine utopique » a décidé de faire de la journée du 23 octobre une journée de soins gratuits.

Nous avons rencontré deux médecins du Valenciennois qui nous rappellent les raisons de cette journée de grève.

HR : Pouvez-vous nous rappeler les raisons tant immédiates que plus profondes de cette journée du 23 octobre ?

— Ce qui a mobilisé les médecins, c'est tout d'abord, il faut bien le reconnaître, le blocage des honoraires. Mais depuis un certain temps, il y avait une protestation à propos des TSAP (tableaux statistiques d'activité des praticiens). Les TSAP consistent à enregistrer tous les actes prescrits, les coûts d'ordonnance, les coûts de laboratoire, le nombre d'actes journaliers, le nombre d'arrêts de travail donnés, toute la paraclinique (massages, prises de sang, etc.).

Tout cela est pris en compte, il y a une moyenne, et si on sort des normes, il y a un rappel à l'ordre. Dans le Valenciennois, cela s'est déjà produit. Le médecin est convoqué à la Sécurité sociale, où on lui explique qu'il doit se corriger. S'il ne se corrige pas, il y a une commission formée de médecins et d'administratifs de la Sécurité sociale (avec davantage de médecins) qui décide des sanctions à adopter. Avec la grosse menace de « déconventionnement ». La convention, c'est quelque chose d'important. Quand on s'installe, on signe une convention avec la Sécurité sociale où l'on s'engage à respecter un certain tarif. Grâce à cette convention, la Sécurité sociale rembourse de 70 à 80%. Sans cette convention, le remboursement est dérisoire : 3 ou 4 F. Donc, le déconven-

tionnement c'est grave.

Pour l'instant, ça reste une menace, menace pour l'avenir car il faut vraiment abuser pour avoir un blâme. Mais le risque c'est le rétrécissement de la fourchette : il faudra respecter une moyenne type comme dans le régime des médecins miniers dans les années 60. Le médecin qui prescrivait des ordonnances peu coûteuses, d'après un barème des houillères, recevait 30% de plus dans son salaire. Ou plus précisément, 30% du salaire était directement fonction de la prescription. Tout le monde avait intérêt à serrer la vis pour gagner plus. Cela n'existe plus et on n'en est pas là, mais avec les mesures actuelles, on peut craindre d'aller vers une telle évolution. Les médecins seraient alors utilisés pour faire passer le rationnement des soins. Les TSAP restreignent beaucoup la liberté des médecins.

Le 25 juillet, Barrot a décidé de bloquer les honoraires médicaux pour dix-huit mois. Alors qu'en juin la Sécurité sociale avait annoncé à tous les médecins qu'ils seraient augmentés en décembre ou janvier. A cela s'ajoute l'augmentation des cotisations d'URSSAF qui nous touchent au même titre que les autres salariés et cotisants. Pour toutes ces raisons, il a été décidé à la rentrée une grève des médecins le 23 octobre, qui sera suivie par la plupart des professionnels des professions de santé, sauf les pharmaciens. La CSMF organise des rassemblements et des manifestations. Mardi matin 23 octobre, il y a aura un rassemblement de médecins à Valenciennes, et l'après-midi les médecins de la région seront invités à se rassembler à Lille pour porter une motion à la préfecture. Théoriquement, après le 23 octobre, il devrait y avoir une grève administrative, dans tout le Valenciennois, cela veut dire suppression de tous les papiers, certificats, feuilles de maladie, etc.

Le blocage des honoraires, ça pose un problème fondamental : l'orientation de la médecine. La santé, ça n'a pas de prix, on ne peut pas limiter les dépenses de santé.

Propos recueillis par Rémi DAINVILLE

Février 1979 : grève du CTA de Pontoise en région parisienne.



Protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCR ML

LE PCML et le PCRml ont engagé depuis plusieurs années un processus d'unification visant à rassembler dans un seul parti communiste la plus grande partie des forces se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong dans notre pays. L'aboutissement de ce processus contribuera à l'édification du Parti communiste qui sera plus à même de tracer la voie révolutionnaire dans notre pays, de répondre aux aspirations de la classe ouvrière et des masses populaires et de les conduire dans leur lutte contre la bourgeoisie et les deux superpuissances.

Ce processus est marqué par des avancées significatives dans plusieurs domaines. Les points de vue sur des questions essentielles se sont très sensiblement rapprochés, ceci contribuant à approfondir l'unité idéologique et politique entre les deux Partis. Cela s'est manifesté notamment par la campagne commune menée dans la bataille politique de mars 1978, par la rédaction des textes communs sur les quatre points (centralisme démocratique, le Parti communiste, guerre et révolution, le socialisme), par la pratique d'unité d'action ponctuelle réalisée de manière privilégiée entre nos deux partis.

Afin que ce processus aboutisse positivement, les deux comités centraux estiment nécessaire et possible de définir un ensemble de propositions solidaires dont la mise en œuvre fasse entrer le processus unitaire dans sa dernière phase et engage concrètement les deux partis vers le congrès d'unification.

Pour mener à bien cette dernière phase, les deux partis soulignent les deux points suivants :

- Il est nécessaire que l'unité d'action entre les deux partis et leurs organisations à tous les échelons se mette en place et parvienne à se généraliser. Cela implique la mise en œuvre à tous les niveaux de plans de travail communs élaborés sous la direction commune des deux comités centraux. Cela favorisera une meilleure compréhension et une meilleure connaissance réciproques des deux partis sur tous les plans. La mise en œuvre de l'unité d'action à la base et à tous les niveaux combinée avec les discussions politiques et l'échange de points de vue menés régulièrement entre les cellules et les organismes, contribueront à rapprocher des points de vue, à lever les malentendus, à résoudre les contradictions et à renforcer ainsi l'unité idéologique et politique entre les deux partis.

- Il est nécessaire que le congrès d'unification tienne pleinement compte du caractère spécifique du processus d'unification engagé dans notre pays entre nos deux partis.

D'une part, de ce congrès seront issus un programme et des statuts sur lesquels le Parti unique se fondera pour son activité et son organisation ; ce Parti fonctionnera suivant le principe du centralisme démocratique (dont un texte commun entre les deux partis a fixé les grands axes). D'autre part, afin de prendre en compte tous les acquis respectifs de chacun des deux partis et leur rôle comparable dans la bataille politique, les deux comités centraux estiment nécessaire de composer les organismes dirigeants du futur Parti (Comité central, Bureau politique, secrétariat) de manière paritaire jusqu'au prochain congrès tenu un an après le congrès d'unification. Durant cette période, les organismes de direction du Parti s'efforceront de rechercher l'unanimité pour la prise des décisions importantes ; en tout cas, les décisions importantes seront prises avec l'accord des 2/3.

Ainsi se trouveront écartées toutes formules de simple addition des deux partis ou l'absorption de l'un par l'autre et seront créées les conditions pour une fusion effective en un seul Parti du PCML et du PCRml.

Compte tenu de ces deux points, le processus d'unification implique les tâches suivantes :

- L'harmonisation des plans de travail et la mise en œuvre à tous les niveaux des plans d'action décidés en commun ;
- La fusion progressive du système de presse avant même le congrès d'unification ;
- La préparation du congrès d'unification par l'élaboration commune des projets de programme et de statuts étudiés, discutés et amendés dans chacun

des partis.

Jusqu'au congrès d'unification, la direction de cette dernière phase de l'unification sera assurée par les deux comités centraux des deux partis.

Dans ce cadre, les deux comités centraux et les deux bureaux politiques tiendront des sessions communes. Les deux comités centraux mettront en place un « comité pour l'unification » conduit par les deux secrétaires généraux et constitué sur une base paritaire. Sous la direction commune des deux comités centraux, il mettra en œuvre les trois tâches définies plus haut. Il rédigera un texte commun complétant les quatre textes précédemment réalisés, à propos du gauchisme. Il rédigera un document commun des deux partis à propos de la division des forces marxistes-léninistes en France en 1970.

Un plan de travail commun détaillé sera défini. Cela nécessitera une réflexion attentive des deux comités centraux et la prise en considération des données politiques internationales et nationales de la rentrée.

- Il comprendra une bataille commune sur la question du chômage et de l'emploi, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, de la téléphonie et de la navale. L'échange et l'approfondissement des expériences respectives des deux partis sur cette question, organisés dès la rentrée par le « comité pour l'unification », permettront de définir les axes principaux, les mots d'ordre et les moyens d'action de cette bataille.

- Il comprendra la nécessaire bataille pour les libertés démocratiques mises en cause par les attaques redoublées du capitalisme et du gouvernement Giscard-Barre ;

- Il comprendra une riposte commune aux attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés : emploi, racisme, lois Bonnet-Stoléru, logements (Sonacotra)...

- Il comprendra une campagne d'explication concernant l'édification du socialisme en Chine. Une séance de travail du « comité pour l'unification » tenue à la rentrée, mettant en commun les éléments de connaissance et de réflexion des deux partis sur cette question, devra permettre de préciser les axes de cette campagne ;

- Il prendra en considération les derniers développements de la situation internationale, notamment dans le Sud-Est asiatique et prendra les initiatives nécessaires en conséquence.

Le système de presse sera fusionné selon le calendrier suivant :

- Des pages communes seront réalisées dans les quotidiens, notamment en liaison avec les plans de travail communs. Leur nombre et leur périodicité pourront être progressivement étendus ;

- Le 1er janvier, les quotidiens fusionneront en un seul ;

- Durant le premier trimestre 1980, sera mis en place le travail commun pour la fusion des revues théoriques.

Les deux comités centraux examineront en séance plénière les projets de programme et de statuts élaborés par le « comité pour l'unification ». Ces projets seront envoyés à l'ensemble des deux partis, pour étude, discussions et amendements, au sein de chacun des deux partis.

Chacun des partis, sur la base de ses propres statuts, convoquera son 4e congrès. Les deux comités centraux auront fixé dans une session commune les quotas de représentation des délégués au congrès sur la base des effectifs des partis. Chaque congrès se prononcera sur les orientations contenues dans les projets de programme et de statuts soumis au congrès d'unification. Chaque congrès élira en nombre égal la liste des dirigeants de son propre parti qui participeront aux organismes dirigeants élus par le congrès d'unification.

les deux congrès se réuniront après un congrès d'unification. Ce congrès adoptera le programme et les statuts et les résolutions du futur Parti. Il élira un Comité central composé de manière paritaire.

*Le Comité central du PCML
Le Comité central du PCRml*

PREPARONS LE IV CONGRES DU PCML

Tribune de discussion

LA 9e session du Comité central issu du 3e congrès, réunie les 8 et 9 septembre 1979 a décidé officiellement de la convocation du 4e congrès de notre Parti. Lors de la session suivante, tenue les 6 et 7 octobre, l'ordre du jour a porté en particulier sur l'amélioration du fonctionnement du centralisme démocratique, des méthodes de direction et du travail du Parti à tous les niveaux. Cette 10e session a également précisé les modalités concrètes de la préparation du 4e congrès. Il a été décidé d'ouvrir une tribune de discussion dans le quotidien sous réserve de la décision qui sera prise quant au maintien ou non de celui-ci. En cas de suppression, elle serait poursuivie dans le bimensuel.

Cette tribune de discussion a pour objet de refléter et surtout d'enrichir le débat préparatoire au 4e congrès engagé dans le Parti à la suite de la 9e session. Les contributions, remarques, suggestions, critiques, envoyées par les militants, cellules et organismes intermédiaires, mais aussi les sympathisants, amis et lecteurs le permettront. Toutes seront utilisées dans la préparation du 4e congrès et nombre d'entre elles pourront être publiées dans leur totalité ou en extraits dans notre quotidien. Le choix en sera fait sous la direction du Secrétaire général du Comité central, en fonction de l'intérêt des contributions pour l'ensemble des militants et lecteurs et aussi de l'ordre de la discussion.

L'ouverture d'une telle tribune dans le cadre de la préparation d'un de nos congrès n'est pas un fait nouveau. Déjà en 1966, pour préparer le congrès de Lançry, congrès de constitution du Mouvement communiste français (marxiste-léniniste), préalable à la reconstitution d'un parti authentiquement communiste, une discussion avait été menée publiquement dans notre presse. Dix-huit numéros de *L'Humanité nouvelle*, avaient permis une discussion féconde du « Projet de plate-forme marxiste-léniniste française ». Un éditorial avait sollicité lecteurs, amis et sympathisants pour qu'ils adressent leurs points de vue.

Aujourd'hui, le principe est le même, mais avec une innovation importante. La tribune de discussion va s'ouvrir dès maintenant, avant même que soient soumis à la discussion les projets de programme et de modification des statuts. Dans ce sens, les articles qu'elle contiendra relèvent d'un débat et aussi d'une vaste enquête auprès de militants du Parti et des travailleurs.

La discussion portera sur des questions qui sont au cœur des réflexions et des préoccupations actuelles du

Parti, de la classe ouvrière et des masses populaires : les luttes de classe, syndicales et politiques, le programme immédiat, le socialisme.

D'autres questions seront simultanément abordées dans une tribune interne, en particulier le bilan de notre Parti. C'est d'abord sur une première série de questions que nous ouvrirons notre tribune : la lutte de classe et le programme immédiat. Rappelons ici deux passages consacrés à ces questions et publiés dans l'édition datée du vendredi 14 septembre : « Notre programme immédiat devra ainsi permettre à notre Parti d'intervenir dans toutes les luttes, sans exceptions, qui convergent vers cette cible déjà fixée par le 3e congrès : la bourgeoisie capitaliste... il ne verra le jour qu'à partir de nos luttes et des liens établis avec la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays (...). Les auteurs de contributions pourront se référer utilement sur la base de leur expérience et de leur pratique militante à l'extrait du rapport politique à la 9e session publié en date du 14 septembre. Il pourront également se référer à différents textes publiés depuis la rentrée dans le quotidien par Jacques Jurquet « *Encore et toujours, unité à la base et dans l'action* » (14 septembre) ; « *Bien discerner ce qui nous différencie du Parti communiste français* » (15 septembre et 16 septembre) ; « *Notre adhésion active à l'accord CGT-CFDT* » (21 septembre) ; « *Qu'est-ce donc que l'unité à la base ? Comment la réaliser et pourquoi la réaliser ?* » (26 septembre 1979).

Egalement l'article « *Après l'opération consensus de Giscard, Edmond Maire-Georges Marchais : le sens d'une polémique* », par Charles Malloire (5 octobre).

Chaque militant, chaque cellule, chaque organisme intermédiaire s'efforcera dans la mesure de leurs connaissances et possibilités, de contribuer et faire contribuer à cette tribune. Nous demandons aux auteurs de contributions de faire connaître leur âge, profession, leur appartenance politique et syndicale. Nous ouvrirons dès demain cette tribune de discussion dont la parution, non obligatoirement quotidienne dépendra en particulier du nombre de contributions reçues.

Le secrétariat du Comité central du PCML

ORLEANS

Non à l'expulsion de la famille Grammatico !

D'un côté, un propriétaire d'entreprises, de terrains, de châteaux, qui a des connaissances dans les instances du pouvoir qui en plus s'appelle Monsieur de Tristan. De l'autre côté, une famille laborieuse qui travaille d'arrache-pied, qui réussit petit à petit à se constituer un troupeau de moutons, quelques porcs, mais qui n'a pas de relations autres que ses mains pour travailler et qui s'appelle Grammatico. De quel côté croyez-vous que se met la justice quand ce même M. de Tristan dit que la famille Grammatico (locataires) ne prend pas soin de l'exploitation, qu'il faut l'expulser, alors que l'entretien des bâtiments revient au propriétaire ?

Alors qu'un constat d'huissier reconnaissait que l'exploitation était entretenue par les locataires, un autre constat fait par M. de Tristan conclut le contraire !

Qui, pour la justice, a raison : celui qui travaille de ses mains, connaît la terre et les bêtes ou celui qui ne sait pas ce que travailler veut dire, mais a décidé que les Grammatico ne savaient pas travailler ? Bien entendu, celui qui a des relations et de l'argent !

Ce que demande la famille Grammatico, ce n'est pas de rester coûte que coûte à la ferme des Galvaux, car ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur permette de travailler en paix sans le souci qu'ils ont de voir à tout moment la police arriver, leurs clôtures abimées, les terres saccagées ou des moutons enlevés, comme cela se passe depuis qu'on veut les expulser.

Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur trouve une autre exploitation pour travailler. La seule réponse qu'on leur a fait, c'est de leur dire « dehors » ! et de vouloir les jeter à la rue comme des chiens.

calistes, militants, démocrates, soyons au coude à coude, quelles que soient notre

Les jeter à la rue quand on sait qu'il y a des enfants dont deux en très bas âge qu'on va sûrement essayer de placer (une assistante sociale est passée), deux personnes âgées, et sans compter les moutons et la basse-cour, soit des années de travail anéanties.

Le voilà le mépris de la justice et de la police, de ceux qui nous gouvernent pour les travailleurs des villes ou des campagnes.

Nous ne pouvons accepter cette expulsion ! Il faut que lundi matin, 29 octobre, jour de l'expulsion, tous nous soyons aux Galvaux pour refuser cette injustice.

Tous, travailleurs, syndiqués, militants, démocrates, appartenant politique ou syndicale pour empêcher l'arbitraire de se réaliser.

Tous à la ferme des Galvaux, à Saint-Cyr-en-Val, pour empêcher l'expulsion !

Correspondant Orléans

BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE

3 x rien = Rien

MALHEUREUSEMENT, nous avions raison ! Le budget de l'Education nationale a été voté à l'Assemblée nationale, en ligne droite de la politique d'austérité de Beullac.

Il est le seul budget à n'augmenter que de 9,73 % par rapport à celui de l'année dernière ; en croissance nettement inférieure à celle des autres budgets.

L'essentiel des fonds servira à payer le personnel déjà existant, c'est une

chance...

Rien n'est prévu pour titulariser les maîtres-auxiliaires qui enseignent, rien pour l'embauche des autres maîtres-auxiliaires au chômage.

Rien pour de nouvelles constructions scolaires.

Rien pour la prise en charge par l'Etat des cantines scolaires relevant des municipalités.

Les bourses scolaires ne seront pas augmentées, il semble au contraire qu'elles soient retirées aux élèves du 1er cycle (de la 6e à la 3e) sous le prétexte fallacieux que la gratuité des manuels contrebalancerait

ELECTIONS MUNICIPALES D'AIX-EN PROVENCE

Pourquoi le succès de la droite ?

L'AVOCAT radical Alain Joissains a pu sabler le champagne dimanche soir avec ses amis du Parti des forces nouvelles (PFN) : 50 % des suffrages exprimés lui donnent la mairie d'Aix au premier tour. La liste d'Union de la gauche ne recueille que 41 % des voix, les 8 % restants allant à une autre liste de droite : la liste « apolitique » du docteur Vidal.

L'échec de la liste d'Union sera ressentie à Aix-en-Provence par une frange importante de travailleurs qui, sans accorder leur confiance à la gauche, auraient voulu faire mordre la poussière aux représentants de la majorité.

Pourquoi ce succès de la droite ? Il y a d'abord des considérations locales : Aix-en-Provence est une ville qui comprend une forte proportion (environ 40 %) de membres de professions libérales, fonctionnaires, patrons de l'industrie et du commerce, etc. Si ceux-ci avaient accepté la gestion de centre-gauche, menée par le sénateur socialiste Piccolini, ils ont accepté facilement l'argumentation anti-communiste de maître Joissains ; l'accession à la mairie de membres du PCF a été l'épouvantail que la droite a agité tout au long de la campagne.

D'autre part, la liste Picheral a été empêtrée dans ses contradictions. Et comme un chien ayant une casserole à la queue, elle a oscillé entre la défense de l'héritage du maire socialiste précédent et de nouvelles propositions. Cet héritage a donné des arguments de poids à l'équipe giscardienne. Quand Joissains fait état, lors d'un débat à Radio Monte-Carlo, de la remise en ordre des services municipaux, quand il dénonce le clientélisme et le népotisme de la gestion précédente, il tape malheureusement dans le mille.

C'est donc une gauche au creux de la vague qui a perdu les élections à Aix-en-Provence et qui, de ce fait, risque de perdre quelques sièges au conseil général et au conseil sénatorial.

Cela rend plus urgent la nécessité pour les marxistes-léninistes de s'engager sur les problèmes de la vie municipale et être aux côtés des travailleurs aixois pour défendre leurs revendications contre la politique d'ensemble et locale de Giscard et Barre.

Joissains n'a pas non plus hésité à jouer des contradictions entre Aix et « l'impérialisme marseillais ». N'a-t-il pas collé des affiches avec cette inscription : « Qui sera le cousin de Defferre, ne vendons pas Aix à Marseille ».

Ajoutez à cela des moyens financiers énormes au service de la majorité, et vous aurez les raisons locales du succès de la droite. Mais cela n'explique évidemment pas tout.

L'union entre le PCF et le PS n'est pas crédible et on l'a bien vu à « la fête de la Rose » à Marseille dimanche 21 octobre après-midi. Invité par Gaston Defferre, Pierre Maurois et François Mitterrand ont successivement pris la parole. Le maire de Lille s'est livré à un violent réquisitoire contre le PCF, mentionnant sans sourciller que les divisions de la gauche ne datent pas de 1978, mais du congrès de Tours, quand les communistes ont quitté la « vieille maison ».

Sous l'œil patelin du maire de Marseille, les deux ténors du PS ont appelé au rassemblement des socialistes.

Le souffle des grands jours n'y était pas et il fallait tout le talent oratoire de Pierre Maurois pour affirmer que la gauche pourrait l'emporter en 1981, après avoir déclaré, s'adressant à Mitterrand : « Il vous appartient de nous déclarer candidat et de rassembler les socialistes ».

C'est donc une gauche au creux de la vague qui a perdu les élections à Aix-en-Provence et qui, de ce fait, risque de perdre quelques sièges au conseil général et au conseil sénatorial.

Cela rend plus urgent la nécessité pour les marxistes-léninistes de s'engager sur les problèmes de la vie municipale et être aux côtés des travailleurs aixois pour défendre leurs revendications contre la politique d'ensemble et locale de Giscard et Barre.

Mais ici, contrairement à la blague, trois fois rien, ça ne fait pas un petit quelque chose, ça ne fait rien.

C'est l'étouffement de toute l'Education nationale. C'est le refus glacé et catégorique au droit au savoir pour des milliers de jeunes.

C'est l'internement à vie dans l'auxiliaire et le vicaire pour d'autres milliers d'enseignants.

Nathalie VILEOTIERS



Merlin-Gerin (Grenoble) : une lutte d'envergure...

GRENOBLE -22 OCT 9 usines Merlin-Gerin occupées

DEPUIS le 22 octobre, la moitié des usines de Merlin-Gerin, c'est-à-dire 9 sur 18, sont occupées. La direction n'a encore fait aucune proposition et elle tente de mobiliser les non-grévistes minoritaires pour saper la détermination des grévistes. Sans succès pour le moment.

ATELIERS SNCF D'HELLEMES Lutte des cheminots

DEPUIS juillet, les cheminots des ateliers d'Hellemmes et leurs syndicats (CGT, CFDT, FO) luttent pour faire appliquer le règlement qui précise que la demi-heure « pause-casse-croûte » doit être incluse dans leur temps de travail (cf. : *L'Humanité Rouge* des samedi 7 et dimanche 8 octobre 1979). Pétitions, manifestations, notamment le 3 octobre, délégations, application des horaires syndicaux (c'est-à-dire quitter le travail une demi-heure plus tôt) et tout cela, suivi massivement, prouve la grande combativité des cheminots.

Mais la direction des ateliers essaie d'isoler au maximum les cheminots. — A l'extérieur par exemple, elle fait courir le bruit chez les patrons de bistrot que si les cheminots obtiennent la demi-heure, eh bien, le midi, ils ne viendront pas manger chez eux, donc ils feront faillite faute de clients.

— A l'intérieur, la direction a demandé à la maîtrise, aux ingénieurs, etc. de pointer selon les désirs du chef d'établissement.

De plus la direction menace par l'intermédiaire,

— De demandes d'explication écrites dont le contenu indique que les cheminots n'ont pas respecté la loi portant sur la grève.

— De menaces de retirer 8 heures de salaire pour chaque jour où a été appliqué l'horaire syndical, c'est-à-dire 8 heures de salaire en moins pour une demi-heure, soit 680 F.

Jugeant qu'« il ne fallait pas tomber dans le piège de la direction qui aurait mis en œuvre toutes les menaces et principalement celle de la retenue de salaire, de sorte qu'ils auraient dû se battre sur deux plans » (faire retirer les sanctions et faire appliquer la « pause-casse-croûte »), donc risquer de s'éparpiller et de démobiler, les syndicats, après consultation des cheminots, ont décidé de poursuivre la lutte sous d'autres formes.

Ainsi, ils ont l'intention d'organiser une conférence de presse qui

devrait populariser leur revendication. Au cours de cette conférence, la cellule Pierre Sémard du Parti communiste marxiste-léniniste remettra à l'intersyndicale 550 F, somme recueillie lors de collectes de soutien organisées dans Hellemmes et dans des cités de cheminots.

correspondant
atelier SNCF d'Hellemmes

CORBEIL-ESSONNES Mobilisation à la SNECMA

LES travailleurs de la SNECMA à Corbeil en ont assez. La direction va vraiment trop loin. Elle vient de décider un nouveau règlement intérieur à propos des augmentations de salaire : si, dans un service, une personne dépasse dix jours d'absence par an, — et il s'agit de ce que les patrons appellent « absence autorisée », c'est-à-dire en particulier la maladie, les congés de maternité, etc. — les augmentations de salaire du service sont supprimées.

On imagine facilement l'ambiance qui régnerait dans les services et les ateliers, si un tel règlement passait. Ce serait aussi un très grave précédent dans une convention d'entreprise !

Une première réaction a eu lieu la semaine dernière, et mardi 16 octobre, près de 3 000 travailleurs de la SNECMA ont débrayé (sur un peu plus de 4 000), ouvriers, employés et cadres se sont rassemblés devant la mairie d'Evry.

Jeudi 25, une manifestation aura lieu, à 9 heures de la porte de Versailles au siège de l'entreprise, boulevard Victor à Paris.

FOYER D'ETAMPES C'est dur pour la Sonacotra

C'EST encore par un renvoi devant le tribunal de grande instance que la Sonacotra s'est vu encore une fois infliger un revers

dans ses demandes de saisies-arrêt.

Là il s'agissait de résidents convoqués il y a quinze jours au tribunal d'Evry. Car il faut suivre : on s'y perd dans les convocations, un jour à Etampes, un jour à Evry, de renvoi en renvoi, de procédure en procédure, la Sonacotra s'embourbe.

Mais jusqu'à maintenant, et cela fait trois ans que la lutte est commencée, la Sonacotra n'a rien pu faire contre les résidents d'Etampes, il est clair qu'elle ne renoncera pas et la vigilance s'impose.

Dans ces dures conditions, les travailleurs immigrés comptent sur le soutien et la popularisation apportés par les travailleurs français et les organisations syndicales et politiques.

Travailleurs d'Etampes, apportez votre soutien et votre solidarité aux résidents du foyer Sonacotra.

6H30-GARE DE L'EST : COMITE D'ACCUEIL

Un barrage de 20 à 30 contrôleurs

UN un mois, deux contrôles à la même heure, ça commence à faire un peu trop.

D'ailleurs, c'est aux cris de « parasites », « au travail » et « quels emmerdeurs », que la quasi-totalité du train a franchi le barrage et peu de billets ont été sortis des sacs et des poches.

Les contrôleurs n'ont d'ailleurs pas insisté... il ont bien fait.

AJJACCIO Corsovia en grève

LES travailleurs de Corsovia, entreprise de transport routier, liée à la Colas, ont fait grève pendant treize jours pour que les augmentations de salaire soient basées sur l'indice INSEE du coût de la vie, pour une augmentation de ce salaire de 5 %, une augmentation de la prime de panier et des frais de déplacement pour les routiers.

Treize jours durant lesquels le directeur de la société s'est refusé à toute discussion ou négociation « avant que le travail ne soit repris ».

Les travailleurs devant une telle intransigeance ont occupé les locaux en précisant que cette « proposition leur avait été faite avant tous résultats ».

Les deux sections d'Ajaccio et de Bastia de la Corsovia, soit 120 ouvriers, étaient paralysées. Le patron fut contraint, sous la pression et la détermination des travailleurs de s'asseoir autour d'une table avec l'inspecteur du travail pour accepter finalement que le panier passe de 24 à 27 F, la prime de déplacement de 77 à 80 F et que les salaires soient augmentés et basés sur l'indice INSEE.

Une victoire donc, importante au moment où, dans l'île, l'offensive de Barre et du patronat se fait de plus en plus sentir pour les travailleurs.

Mais une première victoire car, comme l'indiquait un responsable syndical, « la reprise du travail ne signifie pas l'abandon des luttes revendicatives ; tout est loin d'être réglé et notamment le problème des qualifications est resté en suspens ».

Correspondant Ajaccio

APPEL POUR « PROLETARIAT »

Le prochain numéro de *Proletariat* est prêt. Son sommaire, tout à fait riche, est le suivant :

- Editorial : L'unification des marxistes-léninistes.
- Approche des disparités et mécanismes de division de la classe ouvrière.
- Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu.
- Le Parti et les classes à la campagne.
- Sécurité sociale : des cotisations en plus, des soins en moins.
- Le cinéma fantastique.
- Notes de lecture.

Pour sortir *Proletariat*, l'imprimerie demande le règlement immédiat des livraisons. Or *Proletariat* n'a plus d'argent en caisse. La revue ne peut donc paraître tant que nous n'aurons pas réglé la facture.

L'ensemble des dettes dues à notre revue par les militants se monte à plus d'un million et cette somme, si nous l'avions, est suffisante pour sortir le numéro sous presse.

Aussi l'administration de la revue lance-t-elle un APPEL PRESSANT à tous les organismes du Parti, à tous les militants, à régler leurs dettes sans délai.

Il faut faire vite pour la sortie de ce numéro !

Vient de paraître
aux
Editions du Centenaire

LA RÉVOLUTION NATIONALE
ALGERIENNE ET LE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(Tome III)

de Jacques Jurquet

Après les tomes I et II, traitant respectivement des périodes de 1847 à 1920 et de 1920 à 1939, le tome III concerne la période allant de septembre 1939 à juillet 1945. Il traite de l'Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale et consacre une part importante aux tragiques événements survenus en mai 1945 dans le Constantinois. Quinze documents sont également présentés en annexe, dont nombre d'articles, discours ou dépositions d'Amar Ouzegane, Henri Lozeray, Ferhat Abbas, Messali Hadj, Johnny Berlioz, des cours élémentaires du Parti communiste algérien datant de fin 1943, ainsi que le fameux rapport du général Tubert sur les massacres du Constantinois, longtemps frappé de censure et publié pour la première fois en France dans cet ouvrage.

Nous informons également nos lecteurs que
— le tome I vient d'être réédité
— le tome II est toujours disponible

A l'occasion de la publication aux
Editions du Centenaire
du Tome III de
La Révolution nationale algérienne
et le Parti communiste français
La librairie

Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville - 75020 PARIS
vous invite à assister à la présentation
et à la signature de cet ouvrage par son
auteur : Jacques Jurquet
le vendredi 26 octobre
de 17 h 30 à 20 h

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de *L'Humanité rouge*.)

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druetne
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1979

SANTE

«Les chasseurs de Gaspi se trompent de gibier»

Lors d'une conférence de presse, les syndicats CGT et CFDT du centre hospitalier de Brest ont expliqué les conséquences des mesures gouvernementales en matière de santé

Article du correspondant de Brest

On connaît le refrain sur « le déficit de la Sécurité sociale ». On connaît les mesures gouvernementales prises pour le résorber. Certaines d'entre elles, comme l'augmentation des cotisations d'assurance-maladie, nous sont immédiatement perceptibles. D'autres, comme le contrôle et la limitation des dépenses dues à l'hospitalisation publique, nous sont moins évidentes.

Les syndicats CGT et CFDT du centre hospitalier régional de Brest ont tenu à expliquer, au cours d'une conférence de presse le 10 octobre, quelles vont être, pour le personnel et les malades, les conséquences des mesures ministérielles du 25 juillet.

POUR commencer, le ministère de la santé enlève toute autonomie aux hôpitaux dans le domaine des investissements, de la construction. Il n'y aura pas de constructions nouvelles de bâtiments si cela n'entraîne pas une diminution des coûts de gestion. La construction d'un bâtiment de « la mère et de l'enfant » devait débuter en septembre ; elle est remise en question bien que les études pour la construction aient coûté très cher (300 millions à 400 millions).

LE MEILLEUR MOYEN DE FAIRE DES ECONOMIES : SUR LE DOS DU PERSONNEL

Dans le budget d'un hôpital, le personnel représente 65 à 70 % des frais de gestion. En bons économistes, Barre et ses acolytes ont compris que cela était inadmissible. Pour y remédier, pas de création de poste en 1980 : le comité technique paritaire du CHR Brest en demandait 301. Le conseil d'administration en a accepté 232. Mais il n'est plus qu'une chambre d'enregistrement, relevant du préfet et du ministère de la santé. C'est une quasi-certitude qu'il n'y aura aucun poste accordé (ce qui est un comble dans la mesure où le ministère impose l'ouverture de quelques nouveaux services spécialisés et refuse de créer les postes nécessaires à leur fonctionnement).

LES HOPITAUX DEVRONT-ILS SOLLICITER DES PRETS AUPRES DES BANQUES ?

Les directeurs des hôpitaux, membres de la Fédération hos-

pitalière de France, l'ont envisagé : 70 % des hôpitaux de France risquent d'avoir des comptes déficitaires. Pour deux raisons :

- La suppression des avances par la Sécurité sociale (versées jusqu'à présent en raison du délai assez long entre une hospitalisation et la présentation de la facture à la Sécurité sociale) ;

- L'interdiction d'établir en fin d'année un budget supplémentaire. Comme les communes, l'hôpital établissait un budget primitif et en fin d'année un budget complémentaire avec de nouvelles recettes permettant d'éponger les dépenses non prévues à l'origine.

Déjà, des fournisseurs du CHR-Brest attendent le paiement de factures datant de plus de six mois. L'hôpital, mauvais payeur, risque de contribuer à aggraver le chômage

en mettant en difficulté les entreprises avec lesquelles il traite. Quant au personnel, le directeur l'a prévenu : il y a une forte probabilité pour que la paie de décembre connaisse un certain retard.

Ceci bien que l'hôpital de Brest ait des ressources non prévues au budget primitif : ressources dues à une plus grande fréquentation de l'hôpital pour les soins externes (l'image de marque de l'hôpital s'est améliorée, on y vient plus facilement pour des soins courants). Pour le budget 1980, ces ressources ne seront pas prises en compte : il sera établi sur la base de 1979 plus 11,80 %.

SERA-T-IL POSSIBLE EN 1980 DE PAYER DES AUXILIAIRES ?

Déjà les remplacements des congés normaux (maladie, maternité) sont insuffisants et aboutissent à des situations très dures pour le personnel et de

moindre sécurité pour les malades. Comme ce service qui compte cinq infirmières et qui a dû un moment fonctionner avec deux infirmières ! Comme ces travailleurs de l'hôpital qui en arrivent à faire quatre jours de rang des journées de 12 H ! L'hôpital voisin de Landerneau a connu cette année cette situation : ne plus pouvoir payer des auxiliaires.

A Brest, les recettes supplémentaires l'ont permis cette année. Mais en 1980 ? Le CHR emploie en permanence 250 à 300 auxiliaires (600 en été) pour 2 800 à 2 850 titulaires. Il est prévu pour les payer un crédit de 10 % qui devra être respecté en 1980. En 1978, la moyenne nationale pour ce poste comptable atteignait 17 %.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES : UNE ATTAQUE GRAVE PORTÉE AU DROIT A LA SANTE

Dans une note, le directeur de l'hôpital expliquait que « le coût du service public devra désormais se situer dans la limite d'une enveloppe financière dé-

terminée chaque année à partir des ressources escomptées des régimes d'assurance-maladie » et qu'il ne convient pas de rechercher une augmentation systématique des recettes.

Autrement dit, l'hôpital ne doit pas chercher à soigner mieux et plus, mais uniquement soigner dans la limite de ce que la Sécurité sociale pourra rembourser !

Les premières conséquences sur la qualité des soins dispensés aux malades, on peut déjà les voir.

Le service de réanimation du CHR-Brest voit diminuer le nombre d'entrées de malades transférés d'autres hôpitaux. Ceux-ci les gardent-ils pour assurer leur trésorerie alors que leur état nécessiterait un transfert dans un autre hôpital possédant des services plus spécialisés ?

Le personnel manque de « petit » matériel : pansements, seringues... Il arrive que des seringues à usage unique, destinées à ne servir qu'une seule fois, soient stérilisées et réutilisées...

Les seringues de verre refont leur apparition en force alors que leur abandon progressif représentait un progrès (de par les déformations qu'elles subissent, leur usage est plus douloureux et provoque parfois des plaies).

Les bilans post-opératoires ne sont plus faits systématiquement : maintenant, on ne les fait plus que si visiblement cela va mal !

COMME LE DIT UN TRACT DE LA CFDT DU FINISTERE, LES CHASSEURS DE GASPI SE TROMPENT DE GIBIER

Ils rognent sur le personnel, ils rognent sur les produits d'entretien, ils rognent sur le petit matériel médical (est-ce aussi un effet du plan Barre : les représentants en produits pharmaceutiques laissent de moins en moins d'échantillons alors qu'avant, ça permettait de « boucler » l'année), ils rognent sur les équipements.

Mais... depuis deux ans existe au CHR un centre de soins dentaires, totalement équipé et qui n'a pas encore ouvert ses portes faute de personnel.

Mais... quand un malade change de service, son dossier médical ne le suit pas et l'on procède à nouveau aux mêmes examens...

Mais... il y a de l'argent pour créer des postes... à l'encadrement. Un encadrement qui exerce une surveillance de plus en plus tatillonne.

Les syndicats CGT et CFDT de l'hôpital de Brest ont entrepris d'informer le personnel des conséquences des mesures gouvernementales. Leur conférence de presse est destinée à sensibiliser la population et ils envisagent de contacter les organisations de médecins, familiales, politiques... afin d'envisager une action commune contre les mesures gouvernementales qui veulent créer une médecine de riches et une médecine de pauvres, pour le droit à la santé pour tous.



Grève du service radiologie (CHR de Brest) en juin 1977. (Photo HR)